



Atelier « Covid-19, Sciences sociales et santé publique » du CRCF CNLS, mardi 6 juillet 2021 Compte-rendu

Le Mardi 6 juillet 2021, le CRCF a organisé, en collaboration avec le Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS), l'atelier « Covid-19 Sciences sociales et santé publique ». L'atelier s'est déroulé au CNLS, en présence d'une cinquantaine de participants.

Cet atelier vise à **partager les résultats des recherches menées par les équipes de sciences sociales du CRCF sur l'épidémie de Covid-19, avec les équipes, les autorités de santé du Sénégal et des organismes nationaux et internationaux impliqués dans la recherche et la lutte contre l'épidémie de Covid.**



Dès le début de l'épidémie de Covid 19, le CRCF a mis en œuvre deux projets de recherche :

- CORAF (COronavirus Anthropologie Afrique: Médias, interprétations et effets sociaux), programme ARIACOV (Financement IRD/AFD) (<https://www.ird.fr/ariacov>)
- CORAFMOB (Mobilisations communautaires et enjeux socio-sanitaires au Sénégal et Burkina Faso), Financement ANRS.

Alors qu'une 3^{ème} vague de covid commence, l'équipe du CRCF souhaite présenter les résultats intermédiaires de ces investigations pour contribuer à l'actualisation de la réponse en discutant des propositions opérationnelles.

Session 1. Prise en charge des malades

1. Enjeux de la prise en charge des malades de covid au Sénégal

Thierno Madiou Diallo et Mariam Ballo, assistants de recherche au CRCF, mettent en évidence 3 constats à partir d'études cas réalisées auprès de patients guéris du covid pris en charge au centre de traitements de Yoff et de patients pris en charge à domicile :

1. Le manque de structuration de la prise en charge à domicile et du suivi des contacts.
2. La nécessité de l'implication des acteurs communautaires dans le suivi des malades et des contacts par la mobilisation des expériences d'Ebola et VIH.
3. La persistance, notamment chez les femmes, de manifestations cliniques évocatrices du « covid long », dont des conséquences ont une importance variable selon les situations individuelles.



Pr. Cheikh Ndour, responsable de la DLSI, discute les enjeux de la prise en charge des malades. Il aborde l'impact de la pandémie sur le système de santé, soulignant :

- le manque de données concernant l'impact de la covid sur les autres maladies ;
- les écueils de la communication gouvernementale liés au manque de

consultation des communautés ;

- les difficultés liées à la stratégie de dépistage ;
- le défaut de matériel dans les structures sanitaires.

Il plaide pour l'autonomie des sites de prise en charge et de diagnostic dans les régions, un accès à l'oxygène à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, une identification rigoureuse des personnes contacts. Il appelle qu'il faut « tester les bonnes personnes avec les bons tests, aux bons endroits ». Enfin, il souligne l'importance de la recherche en sciences sociales qui guide les actions de terrain.

2. Entre confiance défiance et engagement : les mesures de santé publique et l'organisation communautaire

Khoudia Sow (médecin anthropologue, CRCF) et Mame Yacine Mbodj (Assistante de Recherche, CRCF) décrivent, à partir des projets CORAF et CORAFMOB, l'évolution des opinions de la population sénégalaise face à la réponse au Covid-19.



Les perceptions et l'engagement des communautés suivent cinq phases de réponse à l'épidémie : (1) Des mesures fortes ; (2) Contestations et controverses ; (3) Assouplissement et défiance, initiatives communautaires multiples ; (4) Retour du social ; (5) Deuxième vague.

Les auteures appellent à soutenir l'engagement communautaire dont elles soulignent la diversité avec notamment l'émergence de nouveaux acteurs tels que le REVOCAP.

Elles concluent en soulignant que les incertitudes scientifiques et l'évolution de l'épidémie incitent à la prudence. Les populations sont lassées, les mobilisations communautaires sont discontinues et peu soutenues. Elles appellent à soutenir la structuration et la coordination de la mobilisation communautaire autour du covid, dans une perspective de « preparedness », en référence aux modèles VIH et élaborés pour les maladies infectieuses émergentes.

Marième Ndiaye, députée et représentante du réseau REVOCAP présente ce réseau en mentionnant d'emblée l'une de ses forces : la rédaction de leur stratégie de mobilisation dès le départ et qui repose que 4 piliers dont un pôle scientifique et un pôle communication.

Magatte Mbodj, présidente de l'ANCS, met en avant « une mobilisation communautaire en dents de scie ». Les acteurs impliqués ont peur d'attraper la maladie, les PVVIH sont à risque ; la réponse médicalisée laisse peu de place aux acteurs communautaires ; la mobilisation communautaire a toutefois permis de maintenir des acquis : la continuité des soins, la dispensation des ARV, à domicile, etc qui doivent être à présent capitalisés. Elle souligne également de nouvelles initiatives : dons de kits alimentaires et d'hygiène. Enfin, elle pose la question de l'intégration de la lutte contre la covid à celle du paludisme.



Session 2. Vaccination

1. Vaccins anticovid et stratégies vaccinales

Pr Tandaka Ndiaye Dieye propose un retour historique sur les mesures sanitaires en rappelant notamment que le port du masque et la mise en quarantaine sont des mesures anciennes déjà éprouvées lors de l'épidémie de grippe espagnole de 1918. Il présente ensuite différentes approches vaccinales et discute les difficultés des stratégies vaccinales.

2. Les personnes âgées : acteurs de la prévention et de la vaccination

Comment les personnes âgées (PA) ont-elles vécu l'épidémie ? Comment l'entourage a composé avec le risque biologique ? Dr Bernard Taverne (IRD, CRCF) appuie son propos sur des journaux de terrain de 10 assistants de recherche. Il met en évidence 5 constats :

1. La place importante des personnes âgées dans la circulation des informations dans les ménages puisqu'elles constituent des « points de ralliement »
2. Les personnes âgées sont des garantes des mesures sanitaires ; leur autorité initiale est toutefois mise à l'épreuve de la durée de l'épidémie de covid
3. Les personnes âgées sont protégées par les proches au moment du « retour au social », mais vigilance collective, objet de décisions familiales
4. Les soins à domicile : gestion du secret de la maladie, peur de la transmission
5. Vaccination : évolution des points de vue au cours du temps ; PA deuxième groupe cible de la vaccination. Stratégie par l'exemple, recensement des PA, des leaders.



En conclusion, sont mentionnés le rôle d'acteurs de prévention des PA ; leur autorité morale reconnue, garante des mesures sanitaires. Les PA pourraient être mobilisées autour de la promotion de la vaccination.

Le Pr Koumé, gériatre, met en évidence le vieillissement de la population sénégalaise avec une espérance de vie qui a beaucoup augmenté (68 ans aujourd'hui). Il rappelle le plan stratégique de vieillissement en bonne santé et souligne que les PA sont lésées dans l'épidémie de Covid, bien qu'elles aient un rôle à jouer. Pr Koumé plaide pour faire des PA des partenaires privilégiés pour accélérer la vaccination. Il souligne les difficultés actuelles d'accès à la vaccination : « Il y a des demandes mais l'offre n'est pas à la hauteur ».

3. Les vaccins et la vaccination. Evolution de l'hésitation et nouvelles questions.

Pr Alice Desclaux (IRD, CRCF) met en évidence les dynamiques de l'acceptation du vaccin, avec une très faible acceptabilité fin 2020, puis une amélioration début 2021 à l'arrivée du vaccin, suivie d'une diminution lorsque les effets indésirables de l'AstraZeneca ont été médiatisés, puis d'une acceptabilité très labile. L'enquête fournit quelques éléments d'explication : perception d'être peu concerné, craintes à propos de la fiabilité des vaccins, changements motivés par l'entourage, absence d'information sur les MAPI (Manifestations Adverses Post-Immunisation) encore peu documentées au Sénégal, et le rôle des soignants. L'enquête réalisée auprès de 38 agents de santé montre qu'aucun d'entre eux ne revendique un rôle d'information des patients sur la vaccination faute d'être eux-mêmes informés. Les soignants ont donc besoin d'une information de base et d'un accès à une information spécialisée actualisée. L'hésitation vaccinale s'ancre dans des difficultés d'approvisionnement auxquelles s'ajoutent des défauts de communication.

Pr Alice Desclaux conclut en mettant l'accent sur la nécessité d'informer les acteurs de 1ère

ligne, de documenter les MAPI, de développer une stratégie d'information spécifique pour les soignants et de mettre en place sur les réseaux sociaux des réponses aux infox.



Pr Anta Tall Dia félicite l'équipe pour avoir mis le doigt sur les problèmes. Elle revient sur l'évolution de la confiance et de la défiance en déplorant que les acteurs même de la vaccination (les professionnels de santé) n'ont pas été bien préparés (manque de formation), ce qui a mis mal les professionnels de santé depuis le début (non spécifique du Sénégal). Il faut, selon elle, répondre à la demande de vaccination des individus (seules 67% des doses disponibles ont été utilisées au Sénégal), maintenir la vigilance sur les MAPI, et déconstruire les infox. Elle invite également à porter un regard global sur l'évolution de cette défiance et confiance. Le niveau local est à réinscrire dans le contexte international, où une minorité a accès au vaccin.

Pr Anta Tall Dia plaide pour une communication juste et honnête, car les populations ont l'impression qu'on ne leur dit pas toujours la vérité. Il faut une communication basée sur la science mais en s'appuyant sur des leaders reconnus. L'espoir demeure dans la prévention.

Discussion et clôture

Les participants félicitent les auteurs des présentations et les équipes de recherche. Les autorités de santé saluent la synergie entre recherche et intervention et l'intérêt de ces résultats pour l'adaptation de la réponse à la pandémie.

Dr Safiatou Thiam revient sur la question de la communication : des ressources gratuites pertinentes sont engagées mais doivent être soutenues. Il faut une communication basée sur

des évidences, adaptées à chacun, une synergie entre les acteurs associatifs et communautaires et les autorités, un cadre multisectoriel incluant le CNGE.

La session se termine par une allocution de clôture du Dr Ibra Ndoeye, remerciant à nouveau les intervenants et les participants et invitant à poursuivre les débats dans le futur.